TIARET

Près de 7000 logements réalisés en 2007

Pas moins de 6 773 logements tous types confondus ont été réalisés dans la wilaya de Tiaret en 2007 en attendant la livraison à titre prévisionnel de 10 000 autres unités pour l'année 2008. C'est ce qu'a déclaré avant-hier M. Tiar, directeur du logement et des équipements publics, sur les ondes de la radio locale.

Parmi ce quota, le logement rural s'est taillé la part du lion avec 4584 unités ce qui a permis, a indiqué le même intervenant, le retour jusque-là de plus de 2 400 familles vers leurs douars d'origine, notamment du côté de Mechra Sfa, M'ghila et autres localités désertées pour des raisons sécuritaires et ce, après que toutes les commodités et infrastructures de base eurent été réunies.

S'agissant du logement socio-locatif (LSL) qui ne cesse d'enregistrer une demande des plus grandissantes, l'on saura que la wilaya a livré à ce jour quelque 1 807 unités au grand soulagement de leurs bénéficiaires, propulsant ainsi Tiaret parmi les premières wilayas en matière de réalisation et d'attribution du LSL.

Ces résultats aussi encourageants soient-ils avaient même poussé dernièrement le directeur de l'OPGI à déclarer qu'il n'y a pas de crise de logements à Tiaret. Mais cette impression ne s'applique pas malheureusement pour le LSP, une formule mise en veilleuse du fait des problèmes de gestion et des scandales qui ont éclaboussé l'agence foncière et retardé l'achèvement des programmes. Certains citoyens, plus particulièrement ceux qui ont postulé pour les 150 logements de Trig el beïda à titre indicatif, attendent vainement depuis 2001 le toit dont ils ont rêvé et demeurent toujours dans l'expectative. Tout récemment, le wali de Tiaret avait intervenu pour instruire le nouveau directeur de l'agence foncière de réactiver ce dossier et, du coup, procéder au relancement dans les meilleurs délais de tous les programmes en souffrance.

Interrogé sur le déficit accusé en matière d'équipement au niveau de certains établissements scolaires, l'invité de l'émission radiophonique devait préciser que le secteur de l'éducation a bénéficié pour cet exercice d'une enveloppe de 8 milliards pour l'acquisition ou le renouvellement des moyens pédagogiques en plus d'une somme similaire réservée aux travaux de réhabilitation ciblant certaines structures éducatives.

Abordant le secteur de l'enseignement supérieur, le DLEP de Tiaret devait s'enorgueillir de déclarer que la cité des Rostomides est sur le point de passer d'un «pôle universitaire» à «une ville universitaire», car, dira-t-il, il est prévu le lancement en 2008 d'un programme ambitieux se résumant entre autres en la réalisation de 2 nouvelles résidences d'une capacité de 2 000 lits chacune, 4 000 autres places pédagogiques pour des filières comme l'agronomie, la biologie et les sciences vétérinaires, outre, bien entendu, une deuxième bibliothèque.

Au volet aménagement urbain, le membre de l'exécutif a dressé une situation prometteuse pour le compte de l'année en cours en réservant une bonne partie de son intervention à la nouvelle vision qui sera adoptée en matière de création d'espaces verts avec en prime la réalisation d'une ceinture verte tout autour de la ville, notamment dans sa partie sud très exposée aux affres de la désertification.

Mourad Benameur

BILAN ANNUEL DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Les accidents de la route, toujours une grande inquiétude à Mila

Entouré de ses plus proches collaborateurs et exceptionnellement des directeurs de wilaya des travaux publics et de la jeunesse et des sports, le colonel Tahar Meghalet, commandant du groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale, a présenté dans un point de presse un bilan exhaustif et complet des activités de ce corps de sécurité pour l'année 2007.

Au vu des chiffres avancés, les accidents de la circulation restent incontestablement la grande inquiétude dans cette wilaya : 770 accidents enregistrés (654 en 2006) et qui ont provoqué la mort de 87 personnes (58 en 2006) et fait 1 466 blessés (1 254 en 2006).

C'est dire que la situation est dramatique et va en s'aggravant, surtout avec l'importante augmentation du parc roulant (saturation des flux de circulation sur la plupart des axes routiers), le non-respect du code de la route et des règles les plus élémentaires de circulation par beaucoup d'usagers de la route. 66,25% d'accidents sont provoqués par des conducteurs dont la date d'obtention du permis est comprise entre 2001 et 2006, et 85% d'accidents ont pour cause le facteur humain, autrement dit l'excès de vitesse. Parmi les 770 accidents enregistrés, 63 ont été mortels dont 12 ont provoqué, à eux seuls, 27 décès. Les axes les plus meurtriers restent incontestablement la RN05 (Oued Athmania-Chelghoum Laïd-Tadjenanet) avec 38,47% d'accidents et la RN79 (Ferdjioua-Mila-Constantine) avec 20,70%. Ce même bilan mentionne que 96 accidents sont survenus à l'intérieur des zones agglomérées, provoquant la mort de 14 personnes. Ainsi, 17 502 opérations ont été effectuées par les différents services de la gendarmerie de Mila, ponctuées par le retrait de 1 755 permis de conduire, et autres contraventions, amendes forfaitaires et mises en fourrière.

Du côté de la police judiciaire, 2 511 affaires ont été traitées et ont conduit à l'arrestation de 2 083 personnes dont 60 femmes. Parmi ces personnes arrêtées, 387 ont été écrouées et 1 696 remises en liberté provisoire.

Les crimes et délits contre les personnes (53,74%) et contre les biens (37,72%) représentent le gros de ces affaires, dont 3 de meurtre avec préméditation, 53 d'homicide involontaire, 477 agressions, coups et blessures, 200 cas de vol, 60 délits et crimes contre la famille et les mœurs dont 27 attentats à la pudeur, 5 viols, 6 cas d'incitation de mineurs à la débauche. Concernant la lutte contre les stupéfiants, 39 affaires ont été traitées et ont permis l'arrestation de 97 personnes, 80 ont été mises sous mandat de dépôt et 17 ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire. Les quantités de drogue saisies sont de l'ordre de 123,85g de résine de cannabis traité et 11 825 comprimés de psychotropes. Concernant les crimes économiques, 877 affaires ont été traitées et ont abouti à la saisie de différentes marchandises frauduleuses d'un montant de 13 millions de dinars.

Enfin, 9 cas de suicide et 10 tentatives de suicide ont été enregistrés durant cette année 2007 dans la wilaya de Mila qui connaît, mis à part les accidents de la route, une stabilisation relative en ce qui concerne les différents crimes et délits, et reste à l'abri de la grande criminalité.

Cependant, le commandant de groupement soutient que lui et tous ses éléments continuent, sans relâche, à mener une lutte implacable contre toutes sortes de criminalité et de délinquance et s'engagent à faire du travail de proximité, l'occupation permanente du terrain dans l'espace et dans le temps, de la sensibilisation particulièrement dans les milieux juvéniles, et enfin de la répression comme moyen de dissuasion et conformément, à la réglementation en vigueur, leur véritable cheval de bataille.

A. M'haïmoud

SIDI-BEL-ABBÈS

Campagne de battues au sanglier

Une campagne de battue au sanglier, considéré comme une espèce très nuisible pour l'agriculture et une menace pour l'homme, est organisée dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès et s'échelonnera sur un mois.

La première battue, qui a eu lieu le jeudi 24 janvier, a ciblé les forêts de Sandja (Sidi Hamadouche), Louza (Zerouala), Glamine Ouest (Mostefa Benbrahim), Glamine (Sfisef), Tifiless (Chetouane) et Moksi (entre Belarbi et Telagh).

La campagne supervisée par l'administration de la conservation des forêts est menée par la Fédération des chasseurs de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès qui compte huit associations et ce, après avis et concertation des services agricoles et des services territorialement compétents.

La battue qui est un moyen de régulation des populations d'animaux sauvages, classés comme espèces pullulantes et nuisibles, est initiée par l'administration chargée de la chasse, notamment à la demande des victimes de dégâts causés par ces espèces.

Le contrôle des battues est effectué par le représentant de l'administration chargée de la chasse territorialement compétente qui doit veiller au respect des conditions d'exécution des battues. Il y a lieu de rappeler que d'autres battues auront lieu dans d'autres sites qui seront retenus à l'issue d'autres réunion.

A. M.

CHAMBRE DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS DE SKIKDA

Les Algériens représentés en Tunisie

La CAM de Skikda chapeaute une délégation de neuf wilayas de l'Est algérien qui représentera l'Algérie en Tunisie dans le cadre des festivités du Salon de l'artisanat, qui se tiendra du 07 au 10 Février, à Sakiet-Sidi-Youcef.

Une manifestation intervenant dans le cadre de la coopération algéro-tunisienne dans le domaine de l'artisanat et coïncidant avec la date commémorative des incidents de Sakiet-Sidi-Youcef. Un honneur pour la wilaya du marbre, du bois tourné et de la fraise. Au total, ce sont une dizaine d'artisans dont 4 de Skikda qui seront sélectionnés pour faire le déplacement, selon les dires du directeur de la CAM de Skikda, Boukaâbèche Zoubir. Les wilayas de Tébessa, Batna, Jijel, Béjaïa, Annaba, Constantine, Guelma, Souk-Ahras et bien sûr celle de Skikda sont à pied-d'œuvre pour que la représentation se fasse dans les conditions requises. Pour cela, il n'en est pas question, le bon choix doit être fait.

La CAM de Skikda, représentée par les spécialités du bois tourné, la bijouterie, l'habit traditionnel et le marbre, concrétise ici l'un des objectifs inscrits dans son plan d'action, à savoir l'extension de son domaine d'activités et l'exploitation de tous les espaces régional, national et international, susceptibles de lui permettre la promotion et la vente des produits de ses artisans.

Le Ceneap lance une étude sur l'exploitation du rotin

Une délégation du Ceneap (Centre nationale d'études et d'analyses pour la population et le développement) s'est déplacée à Kerkera et Ramdane Djamel. Objectif, le lancement d'une étude technico-économique relative à l'exploitation du rotin dans la production artisanale.

Le rotin, sorte de palmier utilisé dans la production artisanale qu'on trouve dans les régions de Jijel, Mila, Béjaïa et Skikda, prend racine sur les bords des oueds. Ses tiges n'ont pas charmé les artisans locaux. D'où son importation de l'Espagne. Justement, le déplacement des experts de cet organisme compte initier une étude qui devrait limiter le recours à l'importation eu égard au fait que cet espèce peut trouver, à la lumière des paramètres géographique, économique, qualitatif et quantitatif, un épanouissement utile. Selon les prévisions, l'analyse débouchera sur une batterie de propositions qui cibleront deux aspects principaux : les coûts et la conformité aux différents exigences.

Zaïd Zoheïr

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Cimetière et dépotoir

Le spectacle de ce lieu procure immédiatement, chez le visiteur un sentiment de malaise tout à fait justifié. Dans son livre *l'Esthétique des villes*, Emile Magne disait : «De même que nous manifestons notre opulence, en nous munissant dans la nécropole d'une maison posthume, somptueuse et durable». Cette vision quelque peu ostentatoire de l'espace funéraire propre à un certain degré atteint par l'homme occidental a fécondé des initiatives, des attitudes et des entreprises de conception extrêmement raffinées de «cimetière-musée» et a créé des tendances esthétiques diverses dans la projection, la conception et la création d'une architecture de l'espace des mots qui rivalisait sans complexe avec ce qui en parallèle, se produisait dans la constitution de l'esthétique et de l'architecture du vivant, jardins, quartiers, immeubles, ville... Mais qu'en est-il aujourd'hui chez nous de l'état des cimetières ? A Bordj-Bou-Arréridj, le spectacle du cimetière Sidi-Betka procure immédiatement au visiteur un sentiment de répulsion. Nous n'avons pas de respect pour nos morts. A voir de près cet espace qui par «la spiritualité moyenne» qui nous recommande décence des sentiments et respect spirituel, on reste abasourdis par l'état de déchéance avancé de notre cimetière, les allées entre les tombes n'existent plus. On se retrouve en train de mettre ses pieds n'importe où et l'on marche assez facilement sur des tombes qui n'en ont plus l'air, ce sont plutôt des creux, des trous, des crevasses ou un amas de pierres. Le cimetière laissé à l'abandon est devenu un espace de débauche. S'y retrouvent souvent pour exhumer leur «mal-être» dealers, drogués, alcooliques, etc. On n'y a pas planté d'arbres depuis longtemps. Que se passe-t-il donc en nous-mêmes pour que nos cimetières soient frappés par un tel degré d'abandon systématique et de déchéance radicale ? Avons-nous cessé d'être des humains, c'est-à-dire de nous inscrire dans cet ordre humaniste qui fait que les morts méritent un espace de repos propre, tranquille, respectable ? Les demeures d'éternité ne doivent-elles pas être une projection de notre espace ? Justement, si les lieux des morts tendent à être des espaces de dégradation, c'est que sûrement notre espace de vie a atteint lui-même un stade de dégradation extrême. Qu'attendons-nous pour réagir ?

Layachi Salah-Eddine

ADRAR

Grève des lycéens qui se rallient à ceux du Nord

Les élèves des classes de terminale de la ville d'Adrar se sont rassemblés sur la grande place pour exprimer leur mécontentement et leur ras-le-bol des nouveaux programmes appliqués cette année.

«On n'en peut plus, s'exprime un élève, nous ne pouvons plus respirer, on n'arrive plus à suivre. Entre les professeurs qui cherchent vainement à terminer ce programme, encore faudrait-il y parvenir, les révisions, les préparations, c'est un véritable calvaire. Personne ne s'inquiète pour nous», s'écrie un groupe de lycéens qui exige également la révision du calendrier des vacances scolaires. «Avons-nous réellement besoin de 10 jours en novembre, de quinze jours en hiver et au printemps pour ensuite subir les grosses chaleurs qui débutent dès le mois d'avril où les salles de classe se transforment en véritables fournaises ?», s'interrogent des lycéens.

Ce matin, tôt dans la matinée, des lycéens ont pris d'assaut le siège de la Direction de la culture pour se regrouper sur la grande place. «Nous exigons la programmation d'une deuxième session du bac», acclameront d'autres. Dans le courant de l'après-midi, des élèves formés en bandes refusaient toujours de rejoindre les classes afin de faire valoir leurs doléances.

Une affaire à suivre !

El-Hachemi S.